

lutte
ouvrière



**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

**FAIRE ENTEN
E CAMP DES**



**Nathalie
Arthaud**

à la fête annuelle
de Lutte ouvrière,
en mai 2022.

Travailleuses, travailleurs

Après l'élection présidentielle et les législatives, nos problèmes de travailleurs restent entiers. Et ils le resteront tant que l'écrasante majorité des nôtres se bornera à compter les points dans la compétition entre les partis de gouvernement.



COUVERTURE ET CI-CONTRE : LO

Dans ces scrutins, le vote des classes populaires s'est réparti entre La France insoumise d'un côté et le Rassemblement national de l'autre. Les perspectives portées par l'extrême droite sont bien plus graves pour les classes populaires que les illusions réformistes portées par la Nupes. Mais ni les unes ni les autres ne représentent nos intérêts fondamentaux. Les deux répandent l'illusion que les solutions peuvent venir d'en haut.

À l'Assemblée, les oppositions se battront pour le titre d'opposant numéro un et leurs députés assureront le spectacle à la tribune et dans l'hémicycle. Mais cette guérilla parlementaire n'a rien à voir avec la lutte que les travailleurs doivent mener au jour le jour contre le grand patronat.

Tout ce que feront les députés du RN, ce sera de diviser le monde ouvrier en flattant les préjugés racistes par ses attaques contre les travailleurs immigrés. Quant à la coalition entre La France insoumise, le PS, EELV et le PCF, elle continuera de faire croire que l'essentiel se joue dans les institutions et que les prochaines élections seront les bonnes.



Tant que le tapage est cantonné à l'Assemblée nationale, tant qu'il s'agit de combinaisons politiques et institutionnelles, les intérêts de la grande bourgeoisie sont sauvegardés et, dans cette période où les crises succèdent aux crises, les sacrifices seront pour les travailleurs.

Quels que soient les aléas parlementaires, les rivalités politiques et leurs difficultés pour gouverner, les serviteurs de la bourgeoisie conservent une bonne longueur d'avance sur les travailleurs, car ils savent, eux, où ils veulent aller. Ils savent que, dans cette période de crise, ils doivent trouver le moyen de faire payer la crise aux classes populaires. Ils ont, eux, une boussole politique.



Il n'y a rien de tel du côté du monde du travail. Ce que celui-ci exprime politiquement, c'est d'abord et avant tout le rejet de Macron. Ce rejet a conduit beaucoup de travailleurs à mêler leurs voix à celles de réactionnaires bien bourgeois, c'est-à-dire à renforcer nos pires ennemis. Autant dire que le rejet n'est pas à lui seul un programme politique pour les exploités !

Les travailleurs sauront où ils veulent aller quand, ignorant les polémistes et les démagogues, ils se réuniront derrière deux ou trois revendications essentielles pour faire face aux maux que sont la précarité de l'emploi et la cherté de la vie.

Face à la flambée des prix, augmentation et indexation des salaires!

Toute l'économie est en train de se détraquer, les prix s'envolent à la pompe à essence comme dans les rayons des supermarchés.

C'est une catastrophe pour tous ceux qui n'arrivaient déjà pas à joindre les deux bouts. Et elle touche aussi des millions d'autres. Et à quoi avons-nous droit du matin au soir ? À des leçons d'économie ménagère, comment acheter malin, comment réduire le prix du Caddie ou chasser les promos.

Pour que les pauvres se serrent la ceinture, il y en a qui ont toujours des idées. Mais quand le kilo de tomates vaut 5 euros, quand le prix de l'huile ou du poulet double, il n'y a pas le choix, il faut se priver. Quand l'essence est à 2 euros le litre, il faut rouler moins ou laisser la voiture au garage.

Et ce n'est que le début ! Tout se conjugue pour aggraver le chaos économique : la désorganisation consécutive au Covid, la guerre en Ukraine et les sanctions économiques contre la Russie, les confinements en Chine et la paralysie d'une partie des échanges internationaux, la sécheresse et les épisodes de chaleur... Mais il y a surtout la spéculation.

Car les prix n'augmentent pas tout seuls. Une fraction de la classe capitaliste en est responsable.

Le tournesol vient certes de Russie et d'Ukraine, mais c'est avec les récoltes de l'an dernier qu'a été fabriquée l'huile qui vient d'augmenter de 40 %.

C'est le pétrole acheté il y a des mois qui nous est vendu aujourd'hui à prix d'or. Pour le plus grand bonheur du secteur pétrolier, et de TotalEnergies, qui a plus que doublé ses profits, annonçant pour le seul premier trimestre de cette année un bénéfice de près de 10 milliards de dollars.



Certains artisans et commerçants hésitent à répercuter l'augmentation de leurs charges sur leurs prix, mais ce n'est pas le cas des groupes capitalistes les plus puissants. Les trusts automobiles ont par exemple pris les devants en augmentant considérablement les prix des voitures.

Dans les crises, les gros ont toujours les moyens d'imposer leur loi. Mieux, ils trouvent de nouvelles opportunités pour profiter de la situation.

Ce qu'on appelle l'inflation est une injustice de plus, un prélèvement de plus sur les travailleurs, qui s'ajoute à l'exploitation et qui nous appauvrit, tout cela au profit de la minorité capitaliste qui domine l'économie.

C'est un enjeu de la lutte de classe qui prend aujourd'hui une importance cruciale. Eh bien, cette lutte de classe, il faut la mener !

Depuis trop d'années nous laissons la classe capitaliste encaisser sous forme de profits les richesses que nous produisons collectivement. Aujourd'hui nous n'avons plus le choix : pour ne pas nous appauvrir, il faut que nous nous battions pour que ces richesses nous reviennent en salaire et en pouvoir d'achat.

Dès que les prix augmentent, il faut que les salaires, les allocations et les pensions augmentent dans la même proportion.



Contrôle des comptes pour prendre sur les profits

Tout le monde reconnaît qu'il faut augmenter les salaires. Le ministre de l'Économie, le patron du Medef, les dirigeants politiques, ils le disent tous. Sauf que les salaires n'augmentent pas.

Les rares augmentations de 2 ou 3 % dans le privé ne compensent même pas l'envolée des prix. Dans la fonction publique, le point d'indice, qui détermine les salaires, n'a pas été débloqué.

L'État rechigne à augmenter ses propres salariés et gagne du temps, par manque d'argent. Le gouvernement a annoncé une augmentation des pensions de retraite de 4 %. Vu l'inflation, cela ne fait pas du tout le compte, et cette faible hausse est bien insuffisante pour rattraper la perte de pouvoir d'achat causée par le quasi-gel des pensions ces dernières années.



Manifestation d'enseignants, le 13 janvier 2022, à Paris.

Quant au grand patronat, il a, lui, de l'argent par-dessus la tête, mais il ne veut pas payer. Et, comme toujours, le gouvernement ne veut pas le contraindre.

À la place, il cherche des subterfuges : primes et heures supplémentaires défiscalisées ; chèque alimentaire ; ristournes sur l'essence... Toutes ces mesures, payées par les impôts, c'est-à-dire par chacun d'entre nous, ne sont que des pis-aller. Elles ne visent pas à empêcher notre appauvrissement, mais à nous le faire supporter.

Des profits faramineux se sont accumulés l'année dernière ! 2021 a même été une année exceptionnelle pour la grande bourgeoisie. En témoignent les 160 milliards de profits comptabilisés par les entreprises du CAC 40 et les 80 milliards distribués aux actionnaires.

Alors, oui, il y a de l'argent pour augmenter les salaires, il y a de l'argent pour les retraites, et il y a même de l'argent pour embaucher et en finir avec ce chômage de masse : il faut prendre sur les profits du grand patronat.

Ces derniers temps, dans de nombreuses entreprises, des travailleurs ont débrayé ou fait grève pour revendiquer des augmentations. Ainsi, à Châtelleraut, les 550 couturières du maroquinier de luxe Arco, fabriquant des sacs Vuitton, n'ont pas accepté l'aumône proposée par leur patron. C'est entre autres grâce à leur travail que Bernard Arnault a encaissé deux smic à la minute au titre de ses bénéficiaires de 2021 ! Après une grève de trois jours, non seulement ces ouvrières ont arraché 100 euros net d'augmentation, mais elles ont fait la preuve que, lorsqu'on se bat unis et déterminés, on peut forcer le grand patronat à mettre la main au portefeuille.



DENYS FRÉTIER

Les ouvrières d'Arco, mercredi 18 mai, premier jour de la grève.



Toutes les entreprises ne seraient pas en mesure de le faire ? Qu'elles fassent la transparence sur leurs comptes, qu'on lève le secret des affaires, et on verra qui fait son beurre sur le dos des autres !

Le contrôle des comptes des entreprises par les travailleurs est indispensable pour suivre le circuit de l'argent et voir comment une minorité de profiteurs parasites s'approprie le produit du travail du plus grand nombre. On verrait alors qu'il y a de l'argent pour augmenter les salaires !

Le plus important, pour nous, n'est pas ce qui va se passer à l'Élysée, à Matignon ou à l'Assemblée nationale. C'est ce qui va se passer dans les entreprises, c'est notre capacité à nous rassembler, à nous organiser et à nous battre contre un système aussi fou !

Contre le chômage, imposer des embauches et la répartition du travail entre tous, avec maintien du salaire !

Contrairement à ce que prétend Macron, le chômage de masse n'a pas reculé. Loin d'être une fatalité, il est le résultat de la politique du grand patronat qui partout, pour augmenter les profits et les dividendes, cherche à supprimer des emplois et

à surcharger de travail ceux qui restent. Pendant que près de six millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi, dans la grande majorité des entreprises c'est la course à la productivité. Les travailleurs se voient imposer l'augmentation des cadences et l'allongement des horaires, parfois entre deux périodes de chômage partiel.



L'État et les collectivités locales mènent depuis des années la même politique contre les emplois et les salaires, afin de consacrer une part croissante de l'argent public au financement d'aides et de cadeaux fiscaux aux groupes capitalistes les plus puissants et à une minorité de riches privilégiés.

Il n'y a qu'un seul moyen de combattre le chômage, c'est d'imposer qu'aucun travailleur ne soit privé d'un emploi et d'un salaire permettant de vivre correctement. Pour cela, il faut exiger la répartition du travail entre tous, sans baisse des salaires.

C'est aussi la seule revendication permettant d'exprimer les intérêts communs de ceux qui ont encore un emploi et de ceux qui en ont été privés. En combattant ensemble avec cet objectif, les travailleurs représenteront une force capable de faire reculer le patronat et ses serviteurs à la tête de l'État.

Il y a beaucoup d'endroits où le travail ne manque pas. Avec la crise sanitaire, on a vu à quel état de dénuement les politiques d'économies menées par tous les gouvernements avaient conduit

le système de santé public. Ces trente dernières années, plus de 100 000 lits ont été supprimés dans les hôpitaux et, alors même que l'épidémie de Covid se répandait, faisant des milliers de victimes, plus de 5 700 lits ont encore été fermés en 2020. Le sous-effectif a atteint un tel niveau que beaucoup de services d'Urgences sont contraints de cesser leur activité durant certaines périodes, en particulier pendant les congés d'été.

Il faut rompre avec cette politique et imposer l'embauche de personnel dans tous les services publics indispensables à la population, à commencer par les hôpitaux et les Ehpad.

Dans les entreprises où l'activité est réduite, à cause de la crise ou du manque de pièces, comme dans l'industrie automobile, ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais. Il y a une solution de bon sens : il faut baisser les cadences et le temps de travail, avec maintien intégral des salaires. Tous les travailleurs, qu'ils

soient en CDI, en CDD, intérimaires ou salariés de la sous-traitance, peuvent se reconnaître dans cette revendication. Oui, il faut imposer de travailler moins pour travailler tous !

Cela a un coût ? Oui, bien sûr, mais qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent dans la société ! Durant le confinement, l'État a garanti les affaires des capitalistes à coups de dizaines de milliards. Il s'est substitué au grand patronat en payant le chômage partiel à 12 millions de salariés. Et il a continué de soutenir les grandes entreprises, avec des plans de relance se chiffrant en milliards.

Et surtout, plus même que l'argent public, il y a les profits



Manifestation de travailleuses de la santé en janvier 2022.

accumulés depuis des années par tous ces grands groupes. Les 160 milliards d'euros de profits réalisés par les seules entreprises du CAC 40 représentent près de quatre millions d'emplois payés à 2 000 euros net, cotisations comprises.

Ces richesses, toutes créées par l'activité des travailleurs, sont détournées au profit des actionnaires et alimentent la fortune de quelques milliardaires. Dans cette période de crise où les conditions d'existence de millions de femmes et d'hommes sont attaquées, il est légitime de revendiquer que ces milliards servent à garantir une vie correcte à celles et ceux sans lesquels rien ne fonctionnerait dans cette société. Et il faudra se battre pour l'imposer.

En fait, les choses sont simples : ce sont nos emplois ou leurs profits, nos salaires ou leurs dividendes, nos conditions de travail ou leurs caprices de riches.

160 milliards d'euros de profits **pour les seules entreprises du CAC 40** **durant l'année 2021, c'est...**



près de
4 millions
d'emplois payés
2 000 euros
net, cotisations
comprises



ou
la construction
de plus de
50 000 écoles
primaires



ou
la construction
de près de
500 hôpitaux

Le capitalisme menace la société, il faut le renverser!

Il va falloir que le monde du travail retrouve sa combativité. Parce que la crise s'aggrave et que le grand patronat, main dans la main avec le gouvernement, va l'utiliser comme prétexte pour continuer d'attaquer la condition ouvrière.

Depuis la pandémie, nombre d'entreprises continuent de tourner au ralenti faute d'approvisionnements. D'autres sont prises à la gorge par les délais ou les prix demandés par leurs fournisseurs... Le système productif et les chaînes d'approvisionnement sont en pleine désorganisation.

Qui tiendra le choc ? Combien d'entreprises fermeront ? Combien de travailleurs vont se retrouver réduits au chômage partiel ou au chômage tout court ?

Le choc attendu est souvent comparé à celui de la crise pétrolière de 1973. Et ce qui est sûr, c'est que les maîtres de l'économie comme leur personnel politique sont dépassés par la situation, en particulier par l'envolée des prix.

La loi du marché, la sacro-sainte loi de l'offre et de la demande s'imposent à eux. S'il y a plus de demande que d'offre, les prix montent. C'est tant mieux pour le vendeur, tant mieux aussi pour le spéculateur qui anticipe le mouvement et l'aggrave... et c'est tant pis pour celui qui ne peut plus payer !

Tant pis pour celui qui ne peut se ravitailler en gaz ou en pétrole et qui ne peut même plus faire bouillir de l'eau, comme c'est le cas au Sri Lanka. Tant pis pour les pays pauvres qui manqueront de blé, comme l'Égypte, le Congo, le Liban, la Libye ou la Somalie.



Rassemblement contre la cherté de la vie à Cotonou, au Bénin, en février 2022.

Tant pis pour les millions de femmes et d'hommes qui vont plonger dans la famine, quand ils n'y sont pas déjà, comme au Yémen, en Éthiopie, au Soudan du Sud et à Madagascar.

Ici, en France, on ne mourra peut-être pas de faim. Mais la société va reculer, avec plus de misère, de privations, de dénuement et de maladies de toutes sortes.

L'État assure qu'il amortira le choc et qu'il est prêt à consacrer 20, 30, 50 milliards à aider la population et les entreprises à faire face. Mais il n'interdit rien aux spéculateurs. Il les laisse nous faire les poches et puiser, une fois de plus, dans les caisses publiques.

Ces 20, 30 ou 50 milliards, l'hôpital public en a besoin pour ne pas sombrer. Et où vont-ils atterrir ? Comme toujours, dans les fortunes privées des grands actionnaires !

Les plus grands voleurs, les plus dangereux criminels, les assassins de masse, ce sont les exploiters, les spéculateurs, les profiteurs. C'est la classe capitaliste, qui domine l'économie et qui est en train de ruiner la classe productive à la base de toute la société.

Il ne faut pas l'accepter ! Nous devons nous battre pour défendre nos conditions d'existence mais aussi pour empêcher ces irresponsables de nuire à toute la société. Il faut contester leur pouvoir et tout leur système parce qu'ils nous mènent à la catastrophe.

« Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage » (Jaurès)

On le voit à l'échelle internationale : si nous laissons faire les gouvernements, leurs états-majors, leurs diplomates et tous ceux qui s'activent dans leur ombre, nous courons droit vers une nouvelle guerre mondiale.

Car la guerre en Ukraine n'est pas seulement une guerre locale de plus. Elle met aux prises deux grandes puissances, la Russie et les États-Unis, et elle est déjà en train de se généraliser. Le simple fait que tous les pays soient forcés de choisir leur camp crée un système d'alliances qui prépare l'étape suivante : celle d'un affrontement concernant bien d'autres pays.



SERHII NUZHNIENKO REUTERS

Mars 2022, les premiers bombardements sur la ville de Kiev, en Ukraine.

Personne ne se risque à dire où nous en serons dans un, deux ou trois mois. Tous les militaires, nombreux à se succéder désormais sur les chaînes de télévision, nous expliquent que la guerre a sa propre logique et qu'un engrenage militaire peut mener à la future guerre mondiale. Et ils ne s'amuse pas seulement à nous faire peur.

Biden et ses homologues sont loin de tout maîtriser. Poutine ne s'est-il pas trompé sur la volonté et la capacité de résistance des Ukrainiens ?

Et, on le sait, les dirigeants sont capables de plonger le monde entier dans les pires barbaries. Ils l'ont fait par deux fois au 20^e siècle. La Première Guerre mondiale devait être de l'avis de tous ceux qui l'ont vécue la « der des der », c'est-à-dire la dernière des dernières. Eh bien, vingt ans plus tard, les mêmes dirigeants ont été impuissants à empêcher la Deuxième Guerre mondiale.



En 1944, un soldat à Mulhouse, pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Les images qui nous viennent d'Ukraine nous rappellent que l'horreur est à deux jours de voiture. Mais cette guerre s'installe comme un bruit de fond, un drame de plus, qui ne nous concerne que de loin.

C'est une erreur. Cette guerre a déjà des répercussions décisives sur nos vies, et la France y est militairement engagée.

Le gouvernement français s'enorgueillit de livrer les canons Caesar, qui tirent à 40 km avec une précision excellente paraît-il ! 500 militaires français sont déployés en Roumanie ; le porte-avions

Charles de Gaulle est en faction dans la Méditerranée dans le cadre de cette guerre....

Qu'on le veuille ou non, la France a les deux pieds dedans. Mais elle ne s'y est pas engagée pour défendre l'indépendance et la liberté de l'Ukraine.

Macron se moque autant de la population ukrainienne que de la population malienne, que l'armée française était censée sauver et dont elle s'est fait détester, ce qui l'a forcée à se retirer du Mali.

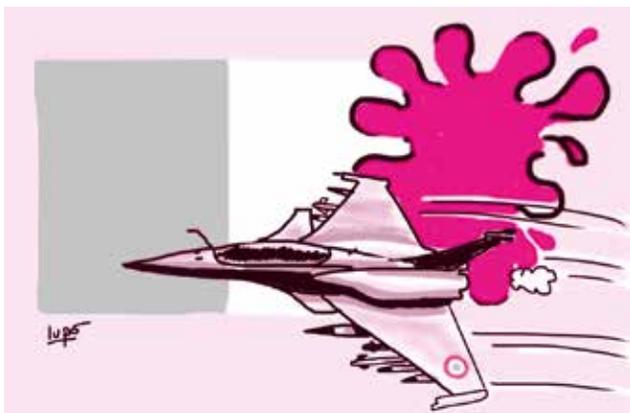
En Ukraine, la France joue les seconds couteaux dans ce qui est une guerre impérialiste. Car, si c'est Poutine qui a déclenché la phase actuelle des hostilités, les États-Unis mènent cette guerre pour étendre leur influence à l'est de l'Europe.

Il n'y a donc aucune raison de faire confiance à Macron. Cette guerre n'est pas notre guerre !

À l'heure où les bruits de bottes se font entendre de plus en plus intensément, il faut garder en tête ce qu'avait écrit Anatole France au lendemain de la Première Guerre mondiale : « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les profits des industriels.* »

Pour ne pas se faire saigner aujourd'hui, et pour ne pas mourir demain pour les profits des industriels, il faut la transparence sur l'industrie d'armement, la confiscation des bénéfices de guerre et l'expropriation de tous les capitalistes qui cherchent d'une façon ou d'une autre à profiter de la guerre.

Pas un euro pour les marchands de canons, pas un travailleur pour faire l'union sacrée derrière l'impérialisme !



Mélenchon et la Nupes : le retour des marchands d'illusions

Face à la crise et aux coups redoublés du grand patronat, la perspective purement électorale de l'union de la gauche incarnée aujourd'hui par la Nupes est dérisoire.

Les tripatouillages, les accords de circonstance et le bluff électoral de Mélenchon ne peuvent pas donner une boussole politique aux travailleurs !

Hier encore, que disait Mélenchon de ses anciens petits camarades du Parti socialiste ? Qu'avec la loi El Khomri, les privatisations et les cadeaux offerts aux capitalistes, ils étaient passés dans l'autre camp, que le PS était bon pour le musée des Antiquités. Aujourd'hui, il estime qu'ils pourraient gouverner ensemble.



Pendant les mois et peut-être les années qui viennent, Mélenchon et les députés de la Nupes vont assurer le spectacle à l'Assemblée et se poser en protecteurs du monde ouvrier. Ils trompaient déjà les travailleurs en leur faisant croire que le retour d'un gouvernement de gauche pouvait inverser le cours de l'his-

toire, c'est encore plus dérisoire aujourd'hui qu'ils ne sont qu'une fraction de l'opposition.

Des décennies d'illusions électoralistes ont détourné les travailleurs des luttes et ont fait reculer la conscience de classe. Elles les ont démoralisés et déboussolés au point de discréditer l'idéal socialiste ou communiste que ces partis prétendent encore incarner par leur nom. Elles ont conduit nombre de femmes et d'hommes des classes populaires à rejeter toute politique, quand elles n'ont pas fait le lit des démagogues d'extrême droite.

Le mouvement ouvrier a longtemps popularisé l'idée qu'un jour les travailleurs prendraient le pouvoir et construiraient un monde de justice et d'égalité. Le Parti socialiste, à sa naissance, affichait sa volonté de renverser le capitalisme. Dans ses

ABONNEMENTS

Par an	100 fr.
6 mois	50 fr.
3 mois	25 fr.
15 jours	10 fr.
1 jour	1 fr.

Chèques postaux n° 3008-83

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Fondateur : JEAN JAURES

ABONNEMENTS : 100 fr. par an
 6 mois : 50 fr.
 3 mois : 25 fr.
 15 jours : 10 fr.
 1 jour : 1 fr.

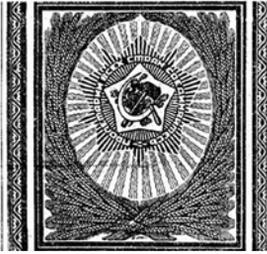
VIVE LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS !

Tactique révolutionnaire

Notre programme est d'obtenir pour la Russie une République des Soviets. Le programme est d'obtenir pour la France une République des Soviets. Le programme est d'obtenir pour l'Europe une République des Soviets. Le programme est d'obtenir pour le monde une République des Soviets.



LÉNINE



BREJNEV

Le Devoir

Le devoir est de servir le peuple. Le devoir est de servir la Patrie. Le devoir est de servir la Justice. Le devoir est de servir la Liberté. Le devoir est de servir la Paix.

Quand l'Humanité se revendiquait de la République des soviets, en 1920.

premières années, le Parti communiste se revendiquait de la révolution russe et du pouvoir ouvrier. Ils ont tous deux tourné le dos à ces perspectives depuis longtemps. Ils se sont résignés au capitalisme et à la domination de la bourgeoisie. Au lieu de militer pour renverser le système, ils se battent maintenant pour le gérer.

Mais les véritables maîtres de la société sont les Dassault, Peugeot, Bolloré, c'est la bourgeoisie, les familles capitalistes. Les politiciens, de gauche comme de droite, qui visent à gérer ce système, sont tous condamnés à se transformer en larbins du grand capital et en ennemis des travailleurs.

Il faut comprendre que, dans cette période de crise, il n'y a plus de compromis possible avec la grande bourgeoisie. Ce sont ses dividendes ou nos salaires ! Ses rentes ou nos retraites ! Les jets privés ou les hôpitaux et les écoles ! C'est elle ou nous !

Alors, il n'y a aucune confiance à avoir dans les politiciens qui ne veulent pas s'affronter au grand patronat et remettre en cause la sacro-sainte propriété privée capitaliste : ceux-là feront toujours passer les intérêts de la bourgeoisie avant ceux des travailleurs.

Le changement ne viendra pas des institutions, ni des notables qui font tourner le système et en retirent nombre de privilèges. Il viendra des travailleurs, conscients de leurs intérêts et de leur force collective.

Les vraies leçons du Front populaire

À bien des égards, la période actuelle rappelle les années 1930, l'économie mondiale en faillite, la montée du fascisme et la marche à la guerre.

Mélenchon et la nouvelle union de la gauche ont d'ailleurs utilisé le parallèle pour justifier leur union électorale, en faisant croire que le Front populaire et l'élection de Blum en 1936 auraient, à l'époque, stoppé la montée de l'extrême droite. Eh bien, ils réécrivent l'histoire !



Le 6 février 1934.

En 1934, les ligues fascistes s'inspirant de l'Italie de Mussolini et de l'Allemagne nazie se développaient. Quand certaines tentèrent, le 6 février 1934, de marcher sur l'Assemblée nationale, ce fut un électrochoc pour la classe ouvrière organisée, qui était divisée entre les deux grands partis

ouvriers de l'époque : le Parti communiste et les socialistes. Sans attendre la permission de leurs chefs respectifs, ils imposèrent l'unité par en bas, dans les manifestations et dans les entreprises.

Ce sont les travailleurs en action, les travailleurs mobilisés qui coupèrent l'herbe sous le pied de l'extrême droite et qui donnèrent l'élan de la victoire électorale, pas l'inverse !

Et ce n'est pas la victoire électorale du Front populaire et de Léon Blum, le 3 mai 1936, qui donna les congés payés : la mesure n'était même pas inscrite au programme du Front populaire, tellement ce programme d'alliance entre communistes, socialistes et radicaux était modéré !

Les congés payés furent obtenus par la grève générale et les occupations d'usines de juin 1936, qui se multiplièrent rapidement dans tout le pays. L'ampleur des concessions fut à la mesure de la surprise et de la peur de la bourgeoisie française, qui se



ARC

Rassemblement des ouvriers grévistes dans la cour intérieure des usines Renault, à Billancourt, le 28 mai 1936.

précipita à la table des négociations.

Le gouvernement du Front populaire fut utile... pour sauver la mise à la bourgeoisie, « les 200 familles » comme on disait à l'époque ! Pour canaliser la grève et pour que les ouvriers ne remettent pas en cause la propriété privée des usines, qui étaient occupées et qui auraient très bien pu être relancées pour le compte des seuls travailleurs.

À l'époque, ce furent le PCF et son chef, Thorez, qui mirent tout leur poids dans la balance pour faire reprendre le travail, parce que, comme Thorez le disait, « *il faut savoir terminer une grève* » et « *tout n'est pas possible* ».

Comme par une douche froide, le gouvernement du Front populaire calma les ardeurs des travailleurs, qui venaient pourtant de mesurer l'immense force de leur classe. Au même moment, la révolution espagnole était trahie par ses chefs réformistes et conduite elle aussi sur une voie de garage, par la même politique du Front populaire d'ailleurs.

Avec la victoire de Franco en Espagne, la neutralisation des travailleurs en France, les régimes fascistes se trouvèrent renforcés et, trois ans après la grande victoire des congés payés, c'était la guerre.

L'humanité a payé par une guerre mondiale les révolutions manquées de ces années-là.

Voilà la véritable histoire du Front populaire. Nous y voyons nous aussi un exemple, mais de ce qu'il faut combattre. Il faut s'opposer politiquement à tous ceux qui se prétendent du côté des travailleurs mais qui ne sont pas déterminés à combattre la bourgeoisie et à renverser son pouvoir !

Crise sanitaire, économique,
écologique

**LE CAPITALISME
MENACE LA SOCIÉTÉ,
IL FAUT LE RENSERER !**

Élection présidentielle 2022

**NATHALIE
ARTHAUD**

**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

lute
ouvrière

Contre l'extrême droite, vive le camp des travailleurs ! Travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière !

La perspective purement électoraliste, l'illusion qu'il suffisait d'élire le bon président ou de trouver le bon Premier ministre, a complètement déboussolé le monde du travail.

Les partis de gauche en portent l'entière responsabilité car ce sont eux qui ont fait croire que la lutte électorale pouvait remplacer la lutte de classe. Ce sont ces partis qui ont demandé aux travailleurs de déléguer leur combat et de mettre leur confiance dans la gauche gouvernementale.

Mais, depuis Mitterrand, nous faisons l'expérience que, gouvernement de gauche ou de droite, rien de fondamental ne change jamais pour nous : les licenciements, les bas salaires, les petits boulots, l'exploitation sont toujours notre lot. Il n'y a donc pas à s'étonner que des millions de femmes et d'hommes ne voient plus de différence entre les politiciens de gauche et ceux de droite !

Ce sentiment d'écœurement se traduit aujourd'hui dans l'absence massive des classes populaires et dans le vote pour Le Pen.

Parce que nombreux sont ceux qui ne savent plus à quel saint se vouer. Et, pour beaucoup, Le Pen est celle qui n'a jamais été essayée ! Voilà bien le stade ultime de l'électoralisme : il n'y aurait qu'à essayer les politiciens les uns après les autres !

Aujourd'hui, cela permet à cette bourgeoise de Saint-Cloud à la tête d'un parti d'extrême droite de s'implanter dans les anciennes cités minières et d'arriver en tête dans des départements ouvriers.

Cette année, aux Antilles, Le Pen est même arrivée en tête au second tour de l'élection présidentielle ! C'est la preuve que, sur les 13 millions d'électeurs qui ont voté pour elle, beaucoup ne sont ni racistes, ni adeptes de la « remigration ». Ils ont utilisé le bulletin Le Pen pour chasser Macron, comme d'autres ont utilisé le bulletin Mélenchon.

Mais ils l'ont fait en sachant que, cette fois, Le Pen pouvait gagner. Ils n'ont pas seulement exprimé leur rejet du système, ils ont pris le risque de la porter au pouvoir, conscients ou non des

conséquences que cela pourrait avoir.

Et ils n'ont pas été gênés par sa politique anti-immigrés et la préférence nationale ! Parce qu'ils ne voient pas, parce qu'ils ne voient plus le poison que le nationalisme et la xénophobie représentent pour leur classe.

Il faut dire que entre le « produire français » ou le souverainisme revendiqué des partis de gauche et la « préférence nationale » de Le Pen, il n'y a qu'un pas.

Qu'ils le veuillent ou pas, ceux qui ont voté Le Pen ont renforcé les individus et les groupuscules d'extrême droite, antiouvriers et racistes. Pour ceux-là, les millions de voix gagnées par Le Pen, l'élection de 89 députés RN à l'Assemblée, l'arrivée de Zemmour dans l'arène politique sont la preuve que leurs idées avancent et cela en poussera peut-être certains à passer à l'action. Regardez comment ils ciblent Pap NDiaye, le nouveau ministre de l'Éducation, coupable à leurs yeux d'être noir et étiqueté à gauche.

Et la menace ne vient pas seulement de ces excités, mais de l'appareil d'État lui-même, en l'occurrence de la police et de l'armée, qui votent massivement à l'extrême droite. Il faut se rappeler la pétition parue il y a un an, signée par des généraux en retraite, qui menaçait d'une intervention de l'armée face à ce qu'ils appelaient « *le délitement qui frappe la patrie* ».

Il faut réaliser la solidarité morale et profondément



Manifestation de policiers devant l'Assemblée nationale, en mai 2021.

Ensemble, plus forts



contre notre ennemi patronal commun !

réactionnaire de ces corps dédiés au maintien de l'ordre. Elle sera d'autant plus forte s'il y a des explosions de colère et des mobilisations. Et ceux-là ont tous les moyens de mettre fin à ce qu'ils considèrent comme la chienlit.

La présence de ces forces réactionnaires qui travaillent la société ne sera pas effacée par un coup de baguette électorale.

La démagogie raciste, antimusulmans ou anti-immigrés est stupide et répugnante. Elle est, de plus, particulièrement dangereuse pour nous, travailleurs, car elle nous divise et nous prive de la seule arme dont nous disposons pour changer notre sort : notre force collective.

Le camp des travailleurs est composé de femmes et d'hommes qui, au-delà de leurs différences de religion, de nationalité ou de couleur de peau, se mélangent parce qu'ils travaillent ensemble, parce qu'ils souffrent ensemble et parce qu'ils sont appelés à se battre ensemble.

C'est avec cette conscience que les travailleurs peuvent s'organiser et lutter pour leurs intérêts essentiels.

L'unique antidote à la poussée de l'extrême droite est que les travailleurs renouent avec leurs valeurs politiques : la conscience de constituer le camp de ceux qui triment dur pour gagner leur vie, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau et leurs croyances.

Plus que jamais, mettre en avant une perspective révolutionnaire!

L'humanité est menacée par une série de catastrophes qui l'entraînent vers la barbarie.

La spéculation fait flamber les coûts des matières premières et prépare le prochain krach financier. La guerre économique fait résonner des bruits de bottes. La crise écologique prend toujours plus d'ampleur.



Alors même que la société n'a jamais été aussi riche, la Terre est devenue une maison de fous. Tous ceux qui sont déjà confrontés aux guerres ou à l'urgence de la misère voient leur vie ne tenir qu'à un fil. Beaucoup voient dans quelle impasse nous plonge le capitalisme. À tous ceux-là, il faut dire que nous ne sommes pas éternellement condamnés au capitalisme et qu'un autre monde est possible. C'est à nous de le construire.

Rien n'indique que la révolte soit sur le point d'éclater, et pourtant le renversement de l'ordre bourgeois est une nécessité !

À la propriété privée d'une toute petite minorité, il faut opposer la perspective de la collectivisation des grands moyens de

production.

Au pouvoir politique de la classe bourgeoise, il faut opposer le pouvoir des travailleurs.

Au capitalisme, il faut opposer la perspective révolutionnaire du communisme.

Dans cette période de crise et de guerre, dans cette période de recul politique et de montée de l'extrême droite, nous sommes particulièrement fiers de montrer qu'il existe, à l'échelle de tout le pays, un courant communiste et révolutionnaire.

Ce courant affirme quelque chose de très simple et de très révolutionnaire : l'idée que les travailleurs font tout dans cette société et qu'ils doivent collectivement en devenir les maîtres.

C'est un courant qui aide les travailleurs à mener tous les combats nécessaires, du plus petit au plus grand, qui est le combat pour la prise du pouvoir par les travailleurs.

Ce courant est minoritaire et les résultats électoraux nous le rappellent régulièrement. Mais il n'y a pas à s'en démoraliser !

Le camp des travailleurs n'est pas une abstraction. Avant d'être un choix politique conscient, c'est une réalité sociale.

Tant qu'il y aura des travailleurs, il y aura des luttes. Et il y aura des femmes et des hommes pour contester et combattre le capitalisme.

Renforcer le courant qui place sa confiance dans la classe ouvrière, lui donner la force d'intervenir dans les luttes que les travailleurs ont à mener contre la grande bourgeoisie, est la tâche essentielle.

C'est une tâche que nous poursuivrons envers et contre tout, car l'avenir de la société, de la société et même de la planète, dépendent de la révolution sociale.

Il faut un parti affirmant que seul le monde du travail peut changer la société!

Dans le passé, les travailleurs ont su exercer une pression sur la vie politique. Ils l'ont fait au travers des luttes collectives, des grèves, des occupations d'usines. Et en l'absence de lutte, ils puisaient leur force et leur fierté dans l'idéal d'une société sans exploitation, sans la loi du profit et la concurrence : une société égalitaire et organisée collectivement, une société communiste.

Ni les directions syndicales ni les partis dont le nom se réfère au socialisme ou au communisme n'ont plus aujourd'hui la volonté d'offrir des perspectives de lutte au camp des travailleurs. Eh bien, il faut reconstruire un parti et gagner des militants qui portent cette perspective. Un parti totalement indépendant des partis bourgeois, composé et dirigé par des travailleurs, et présent dans les entreprises et les quartiers populaires pour aider aux luttes nécessaires et pour propager la conscience que les travailleurs sont capables de diriger la société bien mieux que la grande bourgeoisie.

Ensemble, commençons à construire un parti regroupant toutes les femmes et les hommes conscients que le seul camp porteur d'avenir est celui des travailleuses et des travailleurs.

Nathalie Arthaud



Meeting au Zénith, le 3 avril 2022, pour la campagne de l'élection présidentielle.



À la fête annuelle de Lutte ouvrière, à Presles, le 28 mai 2022.



Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.